

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 75 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2677 - Prix : 1€

## ÉDITORIAL

**Le 5 décembre, tous en grève et en manifestation !**

**Gilets jaunes : une protestation salubre**

*Page 3*

**Précarité étudiante : le mauvais numéro de la ministre**

*Page 7*

**Transport routier : augmentation des accidents du travail et de l'exploitation des travailleurs**

*Page 8*

**C'est dimanche tous à la plage... pas au boulot !**

*Page 9*

## Madagascar

**Des milliers d'enfants prolétaires dans les mines**

*Page 12*



## Le 5 décembre, tous en grève et en manifestation !

Ouvriers, employés, techniciens, infirmières et aides-soignantes, cheminots, conducteurs de bus ou de métro, enseignants... la grève du jeudi 5 décembre doit être notre affaire à tous.

Quoi que l'on pense des confédérations syndicales et de leurs calculs divers et variés, il faut y aller. Nous n'avons que trop attendu pour réagir et nous opposer aux reculs imposés par le gouvernement ou le grand patronat. Le 5 décembre nous offre la possibilité de dire « ça suffit ». Profitons-en !

Macron veut faire passer cette journée pour une grève corporatiste des salariés des régimes spéciaux. Que le 5 décembre se limite à une grève des transports l'arrangerait bien ! Diviser pour régner est un grand classique des dirigeants. Ne tombons pas dans ce piège ! Ne restons pas spectateurs de ce bras de fer qui nous concerne tous.

Macron l'a expliqué la semaine dernière : en plus de passer à un système de retraite par points, il prépare des mesures d'économie pour résorber le futur déficit des retraites. Cela signifie de nouvelles règles, avec un autre système de décote ou d'âge pivot qui forceront chacun à travailler plus longtemps. À 62 ans, nous aurions le choix - si on peut parler de choix - de partir avec une retraite partielle ou de continuer de travailler. Et encore faudra-t-il avoir la chance de ne pas avoir été licencié, parce qu'aujourd'hui plus d'un travailleur sur deux qui a plus de 55 ans est au chômage ou en invalidité !

Le gouvernement parle de justice parce que le mode de calcul des retraites deviendrait universel. Mais si nous le laissons faire, ce sera l'égalité dans la misère. Exactement comme il vient de faire pour les chômeurs, en réduisant brutalement leurs droits et leurs allocations !

La seule justice, s'il peut y en avoir une dans cette société de classe, ce serait que le gouvernement puise dans les bénéfices du grand patronat. Ce serait qu'il impose à ceux qui s'enrichissent et prospèrent sur le dos du monde ouvrier de financer les retraites comme le chômage.

Nous, travailleurs, nous avons fait assez de sacrifices. Cela fait des années que nous supportons des salaires bloqués. Des années que nous subissons les suppressions de postes et l'augmentation de la charge de travail. Des années que la pression à la productivité, à la flexibilité, à la mobilité nous étouffe et rend notre travail infernal.

Quand Macron a rencontré les licenciés de Whirlpool la semaine dernière, il leur a reproché de ressasser et de ne pas regarder vers l'avenir. Vers quel avenir veut-il que nous regardions ? Celui où nos enfants vivront plus mal que nous ? Celui de la précarité totale, du travail à la tâche et des journées à rallonge ?

Et tout ça pour quoi ? Pour que les cours boursiers augmentent jusqu'à ce que l'édifice financier s'effondre à nouveau ? Pour que la fortune du patron du luxe Bernard Arnault passe de 100 milliards de dollars aujourd'hui à 200 milliards demain ?

Cela, c'est l'avenir que nous préparent Macron et ses amis de la bourgeoisie. Tous ceux qui ne veulent pas d'un tel avenir doivent réagir.

À force de tirer sur la corde, elle finit par casser. C'est vrai dans les hôpitaux, à la SNCF, à la RATP, dans l'éducation, mais c'est vrai aussi dans nombre d'entreprises privées. Eh bien, cette colère doit s'exprimer !

Les sacrifices doivent changer de camp et la mobilisation du 5 décembre peut amorcer une contre-offensive du monde du travail.

Après avoir joué l'apaisement, Macron joue les matamores en disant qu'il fera sa réforme coûte que coûte. Mais il n'y a pas de pouvoir fort. Tout est une question de rapport de force. Celui-ci peut s'inverser si nous, travailleurs, reprenons confiance dans notre force collective.

La multiplication des mobilisations de ces dernières semaines et la crainte que la contestation se généralise le 5 ont mis le gouvernement sous pression. Cela l'a conduit à lâcher un tout petit peu de lest pour les hôpitaux. Avec une pression de l'ensemble du monde du travail, Macron, comme Juppé en 1995, serait forcé de reculer.

Tout ne se jouera pas en une seule journée. Mais il faut un début à tout. C'est la réussite de cette journée qui donnera l'élan nécessaire à ceux qui se posent le problème de poursuivre la grève.

Alors, lançons-nous dans le combat. Ensemble, le 5 décembre, tous en grève et en manifestation ! Montrons au gouvernement et au grand patronat que nous n'acceptons plus de nous faire marcher dessus.

## Retraites : le gouvernement repart à l'attaque

Comme par hasard, deux semaines avant la manifestation du 5 décembre, le Conseil d'orientation des retraites (COR) a publié un rapport alarmiste sur le déficit prévu du système des retraites pour 2025. Selon les scénarios de croissance envisagés, celui-ci pourrait s'établir entre 7,9 et 17,2 milliards d'euros.

Le COR a beau prétendre être un organisme indépendant, ses conclusions ressemblent en tous points aux projets gouvernementaux. Pour trouver l'argent permettant de combler ce déficit, il évoque trois pistes : relever l'âge de départ en retraite, augmenter la durée de cotisation de plusieurs

mois par an, ou instaurer un âge-pivot si l'on veut pouvoir partir avec une pension à taux plein. Ce rapport n'est en définitive qu'un copier-coller de celui publié par Delevoye en juillet dernier, où le seul choix laissé aux salariés consiste à rester plus longtemps au travail, jusqu'à l'âge de 64 ans pour la plupart, ou toucher une pension amputée. Dans les deux cas, ce sera aux travailleurs, qui financent déjà en partie les caisses de retraite avec leur salaire, de payer encore plus, que ce soit en fatigue ou en argent.

Ce rapport est venu à point nommé pour le MEDEF, lui permettant

de rappeler à l'ordre le gouvernement. « Il faudra travailler plus longtemps » a ainsi martelé dans la presse De Bézieux, président du MEDEF, ce que Philippe, le doigt sur la couture du pantalon, s'est empressé de répéter jeudi 22 novembre.

Reculer l'âge de départ à la retraite est une façon d'appauvrir encore plus les retraités car, entre les licenciements et l'épuisement, peu de gens pourront travailler jusqu'à 64 ans ou plus pour obtenir une retraite sans décote.

Le 5 décembre, soyons le plus nombreux possible à leur montrer notre colère et notre force collective.

## Gilets jaunes : une protestation salubre

Un an après le début du mouvement des gilets jaunes, 30 000 personnes environ ont manifesté samedi 16 novembre en France. Bien que depuis un an, le mouvement n'ait mobilisé qu'une fraction minoritaire de la population, il a fait apparaître au grand jour la colère des milieux populaires contre la dégradation de leurs conditions de vie et la baisse du pouvoir d'achat.

Ceux qui ont participé à ce mouvement ou qui l'ont soutenu se sont politisés au fil des manifestations. Ils ont remis en cause le fonctionnement de l'État, ils ont fait l'expérience des agissements de la police. Ils ont pris conscience du fait que la population n'avait pas de contrôle sur le personnel politique, ni sur les décisions prises dans ce pays qui prétend être une démocratie. Celle-ci leur est apparue comme un paravent des exigences des groupes financiers. Sur les ronds-points et en toute occasion, les discussions ont largement dépassé la revendication de la démission de Macron, pour s'orienter vers la contestation générale de l'organisation sociale.

Le mouvement des gilets jaunes a

montré qu'on pouvait relever la tête. Mais le recul de l'État n'a été que verbal et les 17 milliards qu'il prétend avoir concédés n'ont pas écorné les intérêts du grand patronat au profit duquel gouvernement tous les présidents.

Pour résoudre les problèmes de fin de mois, il faudrait une augmentation générale des salaires, la réduction du chômage par l'embauche des précaires, l'interdiction des suppressions de postes et des licenciements dans les grands groupes et leurs sous-traitants. Ces revendications ne

peuvent être que celles des travailleurs, organisés et en lutte pour les intérêts de l'ensemble de leur classe sociale. Or les travailleurs qui ont participé au mouvement des gilets jaunes, ou l'ont soutenu, l'ont fait en tant qu'individus, en dehors des entreprises.

Or c'est dans les entreprises, là où se créent les richesses, que les travailleurs sont forts. C'est là qu'ils ont les moyens de renverser le rapport de forces et de contester l'ordre social que les capitalistes leur imposent.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 29 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT**  
**SAMEDI 30 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 13 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 14 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

## Alliance PCR-PS : au profit de qui ?

À l'approche des élections municipales on peut voir le PCR se rapprocher des dirigeants du Parti socialiste local en prétendant. « S'unir pour combattre la misère ». Il y a tromperie sur la marchandise.

Annette, c'est le maire PS de Saint-Denis qui a, lors de la dernière campagne présidentielle, pris fait et cause pour Macron et lui a renouvelé sa confiance encore récemment. Il lui apporte son soutien dans sa soi-disant lutte contre le chômage qui consiste à dilapider des dizaines de milliards d'euros de deniers publics à fonds perdus pour subventionner le patronat. La même politique qui consiste à diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs, des retraités et des chômeurs et à remettre en

cause leurs droits.

Les alliances, pour le PCR, à l'égal des autres partis, c'est la recherche des meilleures combinaisons, peu importe le cheval, pour gagner des places. Que veut-il en faire ? Au profit de qui ? La réponse est dans le résultat des précédentes versions d'union de la gauche : aggravation du chômage de masse et appauvrissement des classes populaires.

Pour les travailleurs il n'y a pas d'autre chemin que la lutte collective pour imposer de prendre l'argent là où il est, dans les profits des gros actionnaires et des banquiers.

Et voter pour une liste Lutte ouvrière faire entendre le camp des travailleurs, là où il s'en présente

une, est un geste qui comptera pour l'avenir. Un vote de conscience et sans illusions électorales.



## Les travailleurs doivent diriger eux-mêmes leurs luttes

Lundi 25 et mardi 26 novembre, les dirigeants des principales centrales syndicales ont été reçus à Matignon. À une semaine de la journée de grève interprofessionnelle du 5 décembre, le gouvernement cherche à fissurer le front syndical qui s'est constitué contre son projet de réforme des retraites. Avec peu de succès pour le moment. La CFE-CGC s'est ralliée au mouvement, ainsi que des syndicats de police. La CFDT-Cheminots a aussi déposé un préavis de grève reconductible à partir du 5 décembre. Mais c'est selon Laurent Berger pour forcer le gouvernement à discuter, et pas forcément pour passer à l'acte.

De son côté, la CGT se dit clairement opposée à la réforme du gouvernement, appelant à la mobilisation « jusqu'à ce que le gouvernement retire son mauvais projet. » Un tel discours est assez récent dans la bouche de Martinez. Pendant des semaines, il s'est contenté d'appeler le 5 décembre à une journée d'action classique. En réalité, les dirigeants de la CGT ne veulent pas prendre le risque d'être dépassés par le mouvement de protestation. Aussi placent-



ils leurs digues loin en avant de celui-ci.

Les travailleurs ne pourront faire reculer le gouvernement qu'en faisant grève massivement et avec détermination. C'est la seule façon de se faire craindre du grand patronat. Mais contribuer à développer et à organiser un tel mouvement n'entre pas du tout dans les intentions des dirigeants syndicaux. Au contraire, les attitudes de Martinez et Berger traduisent, chacune à sa manière, la préoccupation des bureaucraties syndicales de rester en situation de contrôler les mobilisations des travailleurs, non pour les renforcer, mais pour pouvoir décider elles-mêmes quand et comment y mettre

fin. C'est ce rôle de pompier capable d'éteindre les incendies sociaux qui justifie leur existence aux yeux de la bourgeoisie et de ses représentants politiques.

Les travailleurs doivent se donner les moyens de contrôler eux-mêmes leurs mouvements, non seulement en en décidant à travers leurs assemblées générales, mais en élisant des comités de grève, constitués de délégués soumis au contrôle de ces assemblées, révocables à tout moment et qui seront chargés d'exécuter les décisions prises. C'est la seule façon de permettre à la mobilisation d'aller le plus loin possible, sans autre limite que celle que les travailleurs eux-mêmes lui fixeront.

## Chômage : ça ne baisse vraiment pas !

Selon les chiffres que vient de publier l'Insee, le taux de chômage en France est en hausse de 0,1 % au troisième trimestre 2019, et s'établit à 8,6 % de la population active.

Cela rend plus évident le mensonge du gouvernement qui prétend que la situation de l'emploi s'améliore en s'appuyant sur des chiffres officiels en légère baisse. Limitée à 0,5 % sur l'année, cette diminution s'explique en partie par des radiations abusives de Pôle emploi.

Mais même les chiffres les mieux trafiqués ne peuvent masquer que les grandes entreprises continuent à li-

ancier par milliers, chez General Electric, Michelin, dans la grande distribution par exemple, tandis que les services publics suppriment des postes, et que les fins de mission de nombreux intérimaires dans l'industrie sont des licenciements déguisés. Quant aux créations, qui correspondraient à 804 000 emplois supplémentaires en six ans, il s'agit surtout, quand ils existent vraiment, d'emplois peu qualifiés, peu payés, et souvent extrêmement précaires, comme le reconnaît le journal *Les Échos* lui-même.

Tout cela n'empêche pas Muriel

Pénicaud d'affirmer que « *la dynamique de création d'emplois est très forte* ». Pour justifier sa réforme de l'indemnisation chômage, le gouvernement veut faire croire que le chômage est en train de diminuer, et qu'en supprimant ou en diminuant les indemnités de centaines de milliers de chômeurs, il va les pousser à rechercher plus activement un emploi, dans un contexte où les entreprises chercheraient à recruter.

Une fausse baisse, mais une vraie attaque contre tous les travailleurs.

## Impôts : à qui profitent les baisses ?



L'émission Cash Investigation du 19 novembre, posait une question intéressante : « Qui profite de nos impôts ? ».

France 2 a enquêté sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Créé en 2013 par Hollande, il permet aux entreprises de déduire de leurs impôts 6% des salaires des travailleurs payés moins de 3000 euros bruts par mois. Il

s'agissait, à entendre alors Hollande et le PS, d'amener les entreprises à créer des emplois. Il n'y a aucun moyen de contrôler cela. Le contrôle est censé se faire à l'intérieur de l'entreprise, explique Hollande, par les entreprises elles-mêmes ! Quant aux sanctions, il n'y en a pas. Par exemple Carrefour, qui a reçu 755 millions d'euros en CICE en six ans, a supprimé 6 700 emplois ces deux

dernières années.

Désormais converti en baisse de cotisations pour les entreprises, le CICE a coûté au total 100 milliards d'euros à l'État. Combien de centaines de milliers d'emplois auraient pu être créés dans les services utiles à la population ? Combien de suppressions d'emplois auraient pu être évitées dans les gares, dans les trains, dans les hôpitaux, dans l'enseignement ou dans le logement ? Quant au Crédit impôt recherche (CIR) – 6,5 milliards d'euros versés aux entreprises sans réel contrôle – il représente maintenant deux fois le budget du CNRS !

L'émission est aussi revenue sur la suppression par Macron de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui rapportait 4,2 milliards par an. En 2018 il a été remplacé par un modeste impôt sur la fortune immobilière, qui rapporte trois fois moins à l'État. D'après la commission des finances du Sénat, cette suppression a représenté un gain moyen de 1,6 million d'euros pour chacune des 100 plus grandes fortunes françaises, de l'argent qui n'a pas été investi. Un petit geste parmi bien d'autres cadeaux fiscaux, pour lesquels le grand patronat peut remercier le gouvernement Macron et ses prédécesseurs.

## L'Europe : avant et après 2021, toujours aux petits soins pour les capitalistes

En 2021 arrivera à échéance les aides européennes actuelles. Mais d'ores et déjà, c'est le branle-bas de combat parmi les élus politiques et les cadres administratifs des collectivités locales, en particulier la Région et le Conseil départemental qui sont les deux gestionnaires de ces fonds, les chambres consulaires, les dirigeants de coopératives agricoles, etc.

Tous affûtent leurs arguments et commencent à monter des dossiers dans le but de convaincre l'Europe de maintenir certaines aides, voire d'augmenter le montant de la manne financière venant pour la prochaine période de 2021 à 2027.

Il faut dire que l'enveloppe est loin d'être négligeable.

En effet, toutes aides confondues (FEDER, FEADER, FSE, etc) l'enveloppe pour la période 2015-2021 est de 2,2 milliards d'euros dont une bonne partie accaparée par les capitalistes locaux sous prétexte d'amélioration de la compétitivité des entreprises, de développement local et de l'emploi.

Ainsi, par exemple, 37 millions ont servi à l'installation et l'extension du « très haut débit », c'est à dire in fine à l'enrichissement des opérateurs de téléphonie et d'internet ; 5 millions à Salaisons de Bourbon, ; 4,4 millions à Australine (groupe Urcoopa) ; plus de 10 millions à l'imprimerie SNC ICP, etc.

Mais foin de l'emploi ! Au

contraire, les patrons et actionnaires empochent l'argent mais continuent de licencier ou de diminuer les effectifs comme à SFR (groupe Goulamaly, même patron que Mauvilac qui a touché 2,7 millions d'aides européennes).

Mais qu'à cela ne tienne ! Les élus et les représentants de l'État continuent de tirer sur les manettes de la machine à sous pour satisfaire la gourmandise des capitalistes en prétendant que c'est pour le plus grand bien de l'ensemble de la société réunionnaise.

L'argent ruisselle à La Réunion... dans certaines poches seulement !

## Contre les violences faites aux femmes !



Des dizaines de milliers de femmes et d'hommes ont manifesté le 23 novembre dernier en France contre les violences faites aux femmes, contre l'incurie de l'État en la matière. Une femme continue de mourir tous les deux jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint, parmi les 200 000 victimes annuelles de violences conjugales. Depuis début 2019, 136 en

sont mortes.

La 131e victime de l'année était tuée par son conjoint le 10 novembre, malgré les plaintes déposées et l'appel au secours de sa fille envoyé à une gendarmerie intervenue bien trop tard.

Selon un rapport de l'Inspection générale de la justice sur les homicides conjugaux rendu public le 17 novembre, 80 % des plaintes dépo-

sées par des femmes battues sont classées sans suite par la justice. Nicole Belloubet, garde des Sceaux, a reconnu : « Très clairement ça ne va pas ; la chaîne pénale n'est pas satisfaisante. » C'est le moins qu'on puisse dire. Parmi les nombreux dysfonctionnements, il y a ne serait-ce que le fait de minimiser des faits de violence, qualifiés de simple différends familiaux, « alors que des coups ont été assés et que la victime en porte les stigmates », toujours selon le rapport.

On comprend que l'actrice Adèle Haenel, qui a accusé un réalisateur d'attouchements subis lorsqu'elle était mineure, ait refusé de s'adresser à un système judiciaire aussi incapable de protéger les femmes que de leur rendre justice.

Toute la société, en particulier toutes les instances de pouvoir, est imprégnée de préjugés de toutes sortes, dont ceux justifiant une prétendue domination masculine, qui peut aller jusqu'à la violence, voire jusqu'au meurtre.

## Précarité étudiante : le mauvais numéro de la ministre

Depuis l'immolation le 8 novembre d'un étudiant lyonnais, plusieurs manifestations se sont tenues devant les Crous (Centre régional d'œuvres universitaires) en France, dénonçant l'augmentation de la précarité chez les étudiants.

Un étudiant sur deux doit travailler pour financer ses études. Ceux qui bénéficient d'une bourse la perdent en cas d'absence à des cours ou d'échec aux épreuves. C'était le cas du jeune qui a tenté de se suicider après avoir appris qu'il perdait sa bourse de 450 euros.

Un étudiant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et près d'un sur deux indique qu'il doit se restreindre périodiquement sur la nourriture, la santé ou l'hygiène.

Le gouvernement a aggravé cette situation d'une part en baissant de cinq euros par mois le montant des APL à l'automne 2017, puis en dés-indexant les APL de l'indice des loyers, qui continue de flamber. Or, dans de nombreuses villes, il est quasi impossible d'obtenir un logement en résidence universitaire.

Frédérique Vidal, la ministre de



Flickr - p. janicek

l'Enseignement supérieur, a refusé net toute augmentation des bourses. Elle s'est contentée de proposer la mise en place d'ici la fin de l'année d'un numéro d'information sur les dispositifs existants. Façon de laisser entendre que, si les étudiants sont dans la misère, c'est parce qu'ils ne connaissent pas leurs droits.

Un tel mépris ne mérite qu'une

réponse de la part des étudiants : aller en grève et dans la rue, le 5 décembre avec tous les travailleurs, retraités et chômeurs. C'est la seule manière de faire ravalier sa morgue à un gouvernement prosterné devant les dieux de la Bourse. Pas celle des étudiants, celle des actionnaires.

## “Notre système de santé de plus en plus malade”

C'est la conclusion d'une enquête réalisée pour France Assos Santé, une association de patients et d'usagers du système de santé. Certes ce n'est pas une découverte, mais les chiffres qui sont dévoilés sont éloquents et inquiétants.

Deux personnes sur trois (63 %) disent avoir déjà dû reporter des soins ou y renoncer, pour raisons financières ou faute de médecins disponibles. 45 % affirment y avoir été contraintes faute de pouvoir avancer les frais ou en raison de reste-à-charge trop élevés. Ces renoncements touchent particulièrement les malades chroniques (67 %) et les personnes en situation de handicap (77 %), et ces renoncements ne sont pas sans conséquences puisque, dans un cas sur trois, ils entraînent une aggravation de l'état de santé et conduisent

même dans 12 % des cas à des complications ou une hospitalisation.

Comme le système tout entier, le système de santé n'est pas seulement malade, il est insensé et absurde... Capable de réaliser les prouesses techniques les plus extraordinaires, et de laisser mourir ceux qui en ont be-



## Sécurité sociale : ce sont les assurés qui fraudent le moins

Assez souvent, on entend dire que le « trou » de la Sécurité sociale est causé d'abord par des assurés sociaux qui fraudent.

Selon le bilan de la Caisse nationale d'assurance maladie, sur la fraude détectée, soit 261,2 millions d'euros, un chiffre infime à côté du budget général de la Sécurité sociale, les quatre cinquièmes (près de 80 %) ne sont pas dus aux assurés sociaux, mais aux professionnels et établissements de santé.

Ce sont surtout des sociétés d'ambulance, des praticiens, etc., qui sont responsables des fraudes. Les assurés ne représentent que 22,1 % du montant.

## La chambre des métiers passe dans le rouge...

Lors de sa session plénière, la chambre des métiers et de l'artisanat a brossé un tableau financièrement pas très reluisant.

En effet, des baisses importantes de recettes sont à prévoir dès l'année prochaine à cause des réformes mises en œuvre par le gouvernement et la Région selon le président de la CMA, Bernard Picardo.

Les élus et la direction de la Chambre font porter les effets de cette chute de moyens financiers sur les salariés de la chambre consulaire.

En effet, certains contrats CDD ne sont pas renouvelés et le non remplacement des départs « devient la règle » a annoncé le président.

Les travailleurs de la chambre des métiers se laisseront-ils pressurer ?

## ...La chambre verte à l'orange

La chambre d'agriculture adoptait également son budget 2020 ce lundi 25 novembre.

Aux dires de son président, les comptes seraient passés du rouge à l'orange depuis l'arrivée de la « nouvelle équipe » c'est-à-dire le syndicat FDSEA qui dirige depuis février l'institution.

Mais, il n'y a pas de quoi sauter au plafond car, reconnaît-il, la situation est encore fragile et le moindre retard dans le versement des subventions publiques « nous mettrait en danger ».

Les salariés savent au quotidien ce que restrictions budgétaires signifie : pas d'augmentation de salaires depuis des années, des locaux pas entretenus, voire vétustes, manque de moyens matériels, surcharges de travail dues à la baisse drastique des effectifs depuis 18 ans, etc.

La Direction de l'Agriculture et de l'Alimentation et de la Forêt, l'État envisagent de transférer à la chambre de nouvelles missions...sans les moyens qui vont avec.

Pour la direction de la chambre il n'y aurait pas d'autre solution pour les salariés que de se serrer la ceinture.

Pourtant, de l'argent les élus savent se mobiliser pour en trouver pour...Tereos ! 28 millions versés par an par l'État pour soi-disant sauver la filière canne.

Une partie de cet argent suffirait à augmenter les salaires des employés et à embaucher !

## Transport routier : augmentation des accidents du travail et de l'exploitation des travailleurs

L'Inspection du Travail ayant constaté une augmentation importante (+ 57 %) des accidents de travail entre 2015 et 2017 dans le secteur du transport de marchandises, a décidé de renforcer ses contrôles sur les routes. Elle a ainsi dernièrement dépêché ses agents sur la route du littoral pendant une journée et relevé... 3 camions en état de surcharge, présentant des pneus lisses ou des freins défectueux !

Combien de camions ne sont pas aux normes de sécurité à La Réunion ? Cela, seuls les conducteurs pourraient le dire. Le problème est que lorsqu'ils s'aventurent à le signaler à leurs employeurs, ils n'ont droit qu'à des insultes, à des menaces de licenciement ou à des mise à pied totalement arbitraires.

Combien de camions roulent en

surcharge, combien ont des freins défectueux, des sièges chauffeurs défoncés avec à la clé des problèmes de dos, des tassements de vertèbres ? Combien ont des rétroviseurs mal implantés et présentant des angles morts générateurs d'accidents ? Combien de chauffeurs sont obligés de faire des journées de 10, 12 heures, voire plus parce qu'il faut exécuter le maximum de rotations et permettre au patron d'engranger le maximum d'argent, sans que toutes ces heures leur soient intégralement payées et les épuisant avant l'heure ?

Les chauffeurs routiers salariés ne peuvent compter que sur leur lutte pour que tous ces abus cessent . Ils ne feront pas l'économie de l'organisation face à ces patrons qui ne connaissent aucune limite à l'exploitation et qui, eux, bénéficient en plus

de la mansuétude des services de l'État.





## C'est dimanche tous à la plage... pas au boulot !

Le groupe Hayot, un des plus grands groupes capitalistes à La Réunion, propriétaire de plusieurs dizaines de magasins et de grandes surfaces à la Réunion, a été condamné par le tribunal de grande instance à fermer ses magasins de bricolage ouverts le dimanche toutes les journées.

C'est en mars 2017, que la fédération commerce de la CGTR a décidé de demander uniquement l'application de la loi. En effet, un accord interprofessionnel, repris par un arrêté préfectoral en octobre 1966 a imposé la fermeture des magasins au moins une journée par semaine, le dimanche à Saint-Denis et du dimanche 12h au lundi 12h dans les autres communes de l'île.

Cet accord a été violé pendant des années par le groupe Hayot et il a fallu deux ans de procédure pour aboutir le 18 novembre 2019 à cette condamnation en première instance

qui prévoit 10 000 euros d'astreinte par jour. Bien sûr, le groupe Hayot a fait appel... Mais cette petite victoire juridique a fait l'effet d'un coup tonnerre dans l'île.

Faire plier le groupe Hayot même temporairement est une victoire morale en soi. Mais derrière cette victoire, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs obligés de travailler le dimanche sans aucune compensation qui attendent la suite de cette affaire...

Appuyé par les médias complaisants, le groupe Hayot a riposté en programmant des licenciements et des suppressions de postes de travail réservés aux étudiants le dimanche. Cherchant par là à pousser la partie de la population la moins consciente contre les militants de la CGTR qui ont osé s'attaquer au puissant groupe Hayot.

Souhaitons que cette victoire juridique redonne de l'espoir à des

milliers de travailleurs pour reprendre le chemin des luttes et imposer les augmentations de salaires nécessaires pour améliorer leur sort, l'interdiction des licenciements et un revenu décent aux enfants des travailleurs qui font des études et qui doivent pour survivre travailler le dimanche...



OT

## Nouveaux licenciements en vue au JIR :

### les capitaux des entreprises doivent être sous le contrôle des travailleurs !

Abdoul Cadjee, capitaliste de son état, actionnaire majoritaire du Journal de l'Île, a décidé de vendre une partie de ses parts en déclarant « Je reste car le personnel me connaît et a besoin de moi », mais aussi « Je demande à l'ensemble du personnel de faire des efforts ».

Des « efforts » les salariés du JIR ont été contraints d'en faire avec une première charrette de 41 licenciements sur 159 salariés en 2016. Aujourd'hui la direction du JIR a planifié le « départ volontaire » de 27 salariés supplémentaires afin de tenter de combler le déficit de 2,5 millions d'euros qui plombe les comptes de l'entreprise.

Pas question que les actionnaires du journal, dont Cadjee, prennent sur leurs bénéfices accumulés, non ces

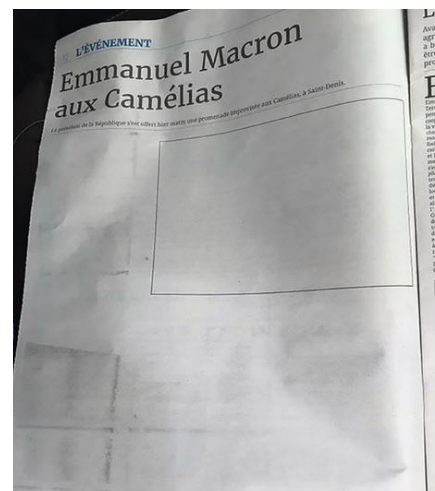
messieurs veulent continuer à se remplir les poches, même si les affaires marchent moins bien qu'avant, en présentant la note aux travailleurs.

Abdoul Cadjee, lui, en retirant une partie de son placement dans le JIR vise d'ores et déjà d'autres terrains d'enrichissement. Il fait partie du groupe d'investisseurs du futur centre commercial, hôtelier et tertiaire Casabona de Saint-Pierre qui doit sortir de terre en 2021.

Les employés et journalistes du JIR menacés de licenciements ne sont pas victimes de la perte de lecteurs du JIR, ils sont victimes de la gestion des capitalistes qui choisissent de déplacer leurs capitaux comme bon leur semble et sans aucun contrôle des travailleurs.

C'est au contraire en exerçant un

contrôle sévère sur les mouvements de capitaux des entreprises et sur leur utilisation que les travailleurs seront en mesure de se prémunir contre la perte de leurs emplois et les mauvaises surprises en tout genre que leur réserve le patronat.



OT

## GHER : grève victorieuse pour des embauches

Depuis des mois, les travailleurs des urgences sont en lutte pour obtenir de meilleures conditions de travail et les embauches nécessaires au fonctionnement normal de leurs services.

Ce malaise ne touche pas seulement le secteur des urgences. Au GHER, les salariés du bloc opératoire se sont mis en grève le 31 octobre dernier pour dénoncer les « impor-

tants dysfonctionnements » au sein de leur service, « des difficultés croissantes dues principalement à un manque de personnel. Une absence criante dans le recrutement d'infirmières qui avait obligé à réduire une énième fois le nombre de plages opératoires ».

Suite à ce mouvement de colère, la direction vient d'annoncer le recrutement de trois infirmières supplé-

mentaires.

Même si cela sera insuffisant pour répondre aux besoins de soins des malades, ces embauches ne pourront que soulager le personnel soignant de ce service et éviteront à nombre de patients de l'Est de devoir se déplacer à Saint Denis pour se faire opérer.

Un recul du CHU à mettre au compte des grévistes du GHER.

## DANS LE MONDE

### IRAN

#### Le pouvoir tire sur les manifestants

Jeudi 14 novembre, l'annonce par le gouvernement, d'une brutale augmentation du prix de l'essence à la pompe a déclenché des émeutes dans plusieurs villes iraniennes.

L'embargo décrété à l'été 2018 par les États-Unis prive l'Iran de sa principale ressource commerciale, le pétrole, dont il possède les quatrièmes réserves mondiales. Pour les Iraniens, les privations dues à cet embargo sont cruelles : le prix de la viande a doublé, celui de multiples produits vitaux a flambé, l'effondrement du rial iranien face au dollar augmente le prix de tous les produits importés. De plus en plus d'Iraniens ne font plus qu'un seul repas par jour. Et ces privations-là pouvaient être imputées aux États-Unis plutôt qu'au régime iranien.

L'augmentation de 50 % du prix des 60 premiers litres d'essence achetés et de 300 % pour les suivants est, elle, une décision des dirigeants iraniens pour renflouer le budget de l'État en faisant les poches de la population. La révolte s'est placée d'emblée sur un terrain politique, incendiant des lieux symboliques, comme des commissariats de police ou des parlements régionaux. Des slogans dénonçant les millions de



Wikimédia Commons - Nicolas Garon

pensés chaque année par le régime iranien pour soutenir financièrement le Hezbollah libanais ou le Hamas palestinien ont été repris.

L'annonce que les bénéfices réalisés sur le prix de l'essence allaient être utilisés pour revaloriser le revenu minimum que touchent 60 millions d'Iraniens pauvres n'a pas arrêté la révolte rassemblant cette fois-ci toutes les catégories sociales du pays, alors qu'au début de l'année

2018, les classes populaires révoltées n'avaient pas été rejointes par la petite bourgeoisie, les milieux commerçants ou les intellectuels.

La répression, faisant au moins 143 morts, a arrêté pour le moment les manifestations. Mais toutes les raisons de la colère sont encore là. La mobilisation reprendra.

## IRAK

### La contestation continue

Le 17 novembre, des milliers d'Irakiens et d'Irakiennes, ont envahi les rues des villes du pays, répondant à un appel à la grève générale pour réclamer un changement de régime. Depuis le début de la contestation, le 1er octobre, la répression a fait 330 morts et près de 15 000 blessés. Mais l'incendie ne s'éteint pas malgré cette violente répression.

Et pour cause. Les classes populaires n'en peuvent plus. Leur situation, marquée par le chômage et l'inexistence des services publics, hôpitaux ou écoles, ne cesse de se détériorer, et ce depuis des années, du fait des guerres successives dé-

clenchées par l'impérialisme américain, de la déstabilisation qu'elles ont entraînée avec l'émergence de diverses milices, dont celles de l'organisation État islamique, et de la corruption du régime en place.

La colère, qui s'est exprimée à plusieurs reprises ces dernières années, est dirigée contre le gouvernement du Premier ministre irakien, Adel Abdel Mahdi, accusé de corruption, et contre les partis religieux de toute obédience qui le soutiennent. C'est aussi la présence des milices chiites, soutenues et financées par l'Iran, qui est rejetée. Ces bandes armées, constituées pour combattre

l'organisation État islamique, continuent en effet à régenter la vie quotidienne.

En Irak, comme dans d'autres pays de la région, en Iran, pays voisin, les masses populaires aspirent à une vie digne. Leurs ennemis ne sont pas seulement les classes dirigeantes de leur propre pays, mais aussi celles des pays impérialistes, à commencer par le plus puissant d'entre eux, les États-Unis. Dans leur combat, les classes populaires peuvent trouver l'énergie, l'organisation, et surtout la conscience de leurs intérêts.

## ESPAGNE

### Footballeuses de tous les pays, unissez-vous !



Wikimédia Commons - Alejandro Reguero

En Espagne, les joueuses professionnelles de première division ont voté une grève reconductible à partir du 16 novembre, pour l'égalité salariale avec les hommes.

De plus en plus de clubs ne leur proposent que des contrats à temps partiel, payés 8 000 euros par an en moyenne. Les joueuses réclament un minimum de 12 000 euros par an,

trente jours de vacances et le droit à un congé maternité. Les footballeuses à temps plein réclament 20 000 euros par an. « *Nous devons nous battre pour nos droits, a expliqué une des joueuses. Nous ne nous battons pas seulement pour nous mais aussi pour les générations futures.* »

Les footballeuses danoises, elles, ont refusé en 2017 de jouer un match

de qualification avec la Suède afin d'obtenir les mêmes droits que les hommes. Aux États-Unis, les joueuses de l'équipe nationale ont attaqué en justice leur fédération pour discrimination. En effet, bien qu'elles aient tout gagné, elles touchent des primes inférieures des deux tiers à celles de leurs homologues masculins, qui eux n'ont jamais rien gagné.

Dans plusieurs pays, des joueuses ont dû se mobiliser pour être simplement payées, comme au Nigeria, dont les footballeuses ont refusé de quitter leur hôtel lors de la dernière Coupe du monde, pour que des primes dues leur soient versées par leur fédération. Au printemps dernier, les joueuses jamaïcaines avaient popularisé le slogan « *No pay, no play* » (pas de salaire, pas de jeu). Comme le disent les footballeuses espagnoles, « *Unidas, somos más fuertes* » (« Unies, nous sommes plus fortes »). Le ballon est dans le camp des employeurs !

## Couillonnade au conseil départemental

Les dirigeants du conseil départemental de Mayotte ont cherché un logo incitant les investisseurs à choisir l'île pour y réaliser leurs affaires.

Après deux années de « travail », une agence de marketing en métropole a reçu 20 000 euros pour avoir accouché d'un « OuiMayotte » assorti d'un dessin minimaliste représentant un hippocampe, symbolisation de l'île. 20 000 euros, c'est l'équivalent

de 22 mois de salaire net au Smic mahorais (900 €)

Cette création coûteuse a fait tiquer des conseillers. L'un d'eux se demandait même pourquoi il avait fallu aller chercher en métropole un OuiMayotte qui aurait pu sortir d'un concours d'école primaire de l'Île. Devant ces réticences publiquement proclamées lors d'une séance du conseil départemental, c'est dans le

huis-clos que les arguments pouvant emporter la décision ont été donnés. Ainsi le miracle d'un vote unanime a pu avoir lieu....

Voilà les pantins qui prétendent assainir les dépenses de la collectivité... en réduisant le nombre d'emplois !

## MADAGASCAR

### Des milliers d'enfants prolétaires dans les mines

Une enquête menée par deux ONG (Terre des Hommes et le Centre de Recherches sur les Multinationales) sur les conditions d'extraction du mica à Madagascar a fait ressortir que les entreprises minières qui ont investi dans ce secteur (Tri-H, la plus importante et deux autres) y exploitent 20 000 salariés, dont 10 000 enfants de moins de 5 ans.

Ces derniers sont envoyés creuser le sol parfois à 15 mètres de profondeur et à trier le minerai, jusqu'à 12 heures par jour pour des salaires journaliers de quelques dizaines de centimes d'euro dans les 13 mines de mica situées dans le sud est de l'île. Les conditions de travail particulièrement inhumaines qui leur sont imposées détériorent irrémédiablement leur santé provoquant chez eux mal au ventre et intoxications pulmonaires, morts prématurées.

Les esclavagistes qui les exploitent ont recours à eux parce que leur petite taille leur permet d'évoluer dans des filons impraticables par les adultes. Ces milliers d'enfants sont emmenés à la mine par des parents dont les salaires ne permettent pas de nourrir leur famille.

Mais l'exploitation de ces milliers d'enfants n'enrichit pas seulement les propriétaires de mines malgaches, elle fait aussi la fortune des entreprises capitalistes chinoises qui importent 85 % de la production du mica malgache et qui travaillent en sous-traitance pour les grandes entreprises américaines et européennes de l'industrie aéronautique et électronique, le mica étant un bon isolateur électrique.

Depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui, le système capitaliste fonctionne toujours pour le même objectif, enrichir à n'importe quel prix une minorité de parasites.

Les enfants des mines de mica de Madagascar de 2019 sont les frères des enfants employés par les capitalistes européens du textile et des mines de France et d'Angleterre du 19ème siècle. Ils appartiennent à la grande classe exploitée qui produit toutes les richesses et fait fonctionner la société, la classe des prolétaires du monde entier.

Le capitalisme reste tel qu'en lui-même, un système qui broie l'humanité. Il ne se réforme pas. Les travailleurs doivent l'abattre pour en finir avec sa barbarie.

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282